

# La déforestation se poursuit à grande vitesse

Malgré les engagements pris lors de la COP26 à Glasgow, la perte de couvert forestier n'a pas ralenti en 2022

En 2022, la forêt primaire tropicale a perdu 4,1 millions d'hectares à l'échelle de la planète, soit la superficie d'un pays comme la Suisse, ou l'équivalent de onze terrains de football par minute. Ces destructions ont généré 2,7 milliards de tonnes de CO<sub>2</sub>, soit à peu près les émissions annuelles de l'Inde – sur 43 milliards de tonnes émises chaque année dans le monde.

Ces nouveaux chiffres, révélés mardi 27 juin par l'Observatoire forestier mondial du World Resources Institute (WRI) et l'université du Maryland, aux États-Unis, démontrent une nouvelle fois combien il est difficile de passer des paroles aux actes. En novembre 2021, lors de la conférence pour le climat (COP26) de Glasgow, au Royaume-Uni, 145 dirigeants se sont engagés à mettre un terme à la déforestation et à la dégradation des terres d'ici à 2030. Pour la première fois depuis que cette promesse a été formulée, des données, compilées sur une année complète à partir d'observations satellitaires, permettent d'évaluer les progrès.

«Après les engagements courageux de Glasgow, nous espérons voir un signe, dans les chiffres, montrant que nous étions à un tournant en termes de déforestation. Ce signe n'est pas là. Il faut nécessairement du temps pour mettre en œuvre des politiques et mobiliser des fonds, mais, collectivement, nous ne semblons pas avoir pris la mesure de l'urgence planétaire que ce problème représente», regrette Frances Seymour, spécialiste des forêts au WRI.

## Réservoir de biodiversité

«Des promesses et engagements ont reconnu le rôle majeur des forêts et les conséquences dévastatrices de la déforestation», ajoute Rod Taylor, le directeur du programme forêts de l'organisation. Mais nous sommes loin d'être sur la bonne trajectoire et nous allons même dans la mauvaise direction.»

Les forêts, et en particulier les forêts primaires, sont un immense réservoir de biodiversité, contribuent à la régulation du climat et participent à la lutte contre le réchauffement en stockant du carbone. Elles constituent aussi une source de subsistance majeure pour une très large partie de l'humanité.

Au total, au-delà des forêts primaires (en prenant en compte les forêts secondaires et les plantations), la perte totale de couvert forestier a légèrement ralenti, diminuant de 10 % entre 2021 et 2022. Mais ce ralentissement s'explique par le fait que les incendies ont été globalement moins dévastateurs que les années précédentes, et ne traduit pas une inflexion positive. En 2021, les forêts boréales, notamment, avaient connu une saison des feux record : en Russie, la perte de couvert forestier a ainsi baissé de 34 % entre 2021 et 2022 – le pays pèse tout de même pour encore près de 20 % des pertes globales en 2022. «Si l'on regarde les pertes non liées aux incendies, le chiffre

## Les forêts participent à la lutte contre le réchauffement en stockant du carbone

est quasiment identique à celui de 2021, confirme Mikaela Weisse, directrice de l'Observatoire mondial des forêts au WRI. L'hémorragie continue.»

Sans surprise, les deux pays qui comptent le plus de forêts primaires tropicales – le Brésil et la République démocratique du Congo – sont aussi ceux où les pertes ont

été les plus importantes. Elles ont bondi de 15 % en un an au Brésil, notamment dans l'ouest de l'Amazonie, et les pertes non liées aux feux de forêts atteignent un niveau inégalé depuis 2005.

Le Ghana, la Bolivie, l'Angola et le Cameroun sont les États où l'augmentation de la déforestation entre 2021 et 2022 a été la plus forte. Si les superficies en jeu au Ghana sont relativement faibles en valeur absolue (18 000 hectares), elles ont bondi de 70 % en un an et ont eu lieu essentiellement dans des aires protégées abritant les dernières parcelles de forêt primaire du pays. Ces destructions sont liées à des activités de production de cacao, d'extraction de l'or et aux incendies.

L'Union européenne (UE), qui importe 56 % des fèves de cacao dans le monde, a récemment adopté une réglementation interdisant la vente de cacao – et d'autres commodités – ayant contribué à la déforestation ou à la dégradation des forêts. «Cette loi sur la déforestation importée envoie un message très puissant mais n'a pas encore vraiment commencé à faire sentir ses effets», note Rod Taylor. Et il faudra veiller à ce que toutes les parties prenantes, y compris les petits paysans, aient la capacité nécessaire pour se conformer à ces règles.»

La déforestation, notamment liée à la culture de soja, est également en pleine expansion en Bolivie (+ 32 % en 2022). Le rapport

souligne que, malgré des pertes massives observées ces dernières années, le pays est beaucoup moins au centre de l'attention que d'autres États de la région. Parmi les bons élèves figurent en revanche l'Indonésie, où la déforestation a atteint un niveau historiquement bas, et la Malaisie.

Outre ces derniers exemples, le WRI pointe d'autres signaux positifs, tels que de nouveaux engagements en faveur de la protection de la nature pris lors de la conférence mondiale pour la biodiversité (COP15) au Canada, ou le retour de Luiz Inácio Lula da Silva à la présidence du Brésil. «Il y a urgence à saisir ces opportunités», insiste Frances Seymour. ■

FERRINE MOUTERDE



Un bulldozer près de Las Lomitas (Argentine), le 18 avril. AGUSTIN MARCARIAN/REUTERS

# La Chine impose le déboisement pour ses besoins agricoles

Le pays adopte une politique autoritaire pour développer les céréales, au détriment des forêts, des espaces verts et des cultures fruitières

## REPORTAGE

CHENGDU (CHINE) - envoyé spécial

À Chengdu, les cyclistes et les joggeurs qui empruntent la superbe piste cyclable d'une centaine de kilomètres qui entoure la capitale du Sichuan, dans le sud-ouest de la Chine, assistent depuis quelques mois à un étrange spectacle. Un peu partout, des dizaines de paysans à la retraite, payés une bouchée de pain, épierrent les terrains environnants. De même, certains arbres sont abattus et des bulldozers détruisent les jardins sauvages qui font le charme de cette coulée verte. Non que des promoteurs aient fait main basse sur ces terrains. Ici, bambous, arbustes et fleurs sauvages doivent s'effacer au profit de vastes étendues de maïs et de riz. Sur un panneau sont précisés les «cinq interdits» : le premier : interdit de planter des arbres et de pratiquer des activités fruitières.

Au nord-ouest de la ville, même phénomène : une partie du parc urbain «des deux rivières» qui jouxte un terrain de golf et des villas cossues est sens dessus dessous. «Retour à l'état agricole», lit-on sur un panneau. «L'état a besoin de terres pour l'alimentation», explique une retraitée, avant de s'éclipser rapidement.

En 1999, participant à la conférence de Bonn sur le changement climatique, la Chine s'est engagée à favoriser le reboisement, notamment en transformant des terres agricoles en forêts, dans le cadre d'un programme baptisé en anglais «Grain for Green». Avec succès : de 1990 à 2020, la couverture forestière est passée de 157 millions à 220 millions d'hectares.

Aujourd'hui, on assiste au phénomène inverse. Partout dans le pays, on déforeste pour planter des céréales. A quelques dizaines de kilomètres au nord de Chengdu, dans le village de Panlong, une tractopelle arrachait, mi-juin,

les derniers arbustes. Les bambous sont déjà à terre. Tout autour, le maïs fait son apparition. «Les bambous ne rapportent rien. Le maïs, lui, rapporte», explique une responsable du village. «Récemment, des fonctionnaires sont venus voir mes parents. Ils avaient repéré par satellite que certains de leurs terrains n'étaient pas cultivés. Ils les ont obligés à planter du maïs», témoigne sous le couvert de l'anonymat une jeune femme qui habite Cifeng, le village voisin.

## «Infâme»

Cette politique est nationale. Selon le Straits News, un quotidien du Fujian, des parcelles de narcisses ont été arrachées par la police en novembre 2022, au grand dam des agriculteurs. A Rongan, dans le Guangxi, les responsables ont ordonné aux fonctionnaires locaux d'aller, carte GPS en main, voir les agriculteurs pour leur dire d'arrêter de planter des arbres et de privilégier la canne à sucre.

Dans cette province, en mai 2022, 40 hectares de pelouse et pêchers ont été transformés en rizières.

Toujours dans le Guangxi, selon une vidéo qui circule largement sur les réseaux sociaux, un agriculteur qui faisait pousser des bananiers a été emmené de force par la police en mai parce qu'il refusait d'arracher ses arbres au profit de la canne à sucre ou du riz, seules cultures autorisées par les autorités locales.

Mais c'est dans le Yunnan, au sud-ouest du pays, que le programme semble le plus important avec la transformation depuis 2022 par l'université agricole du Yunnan de plus de 45 000 hectares de collines boisées en terrasses destinées à la culture de riz de montagne. Ces initiatives locales répondent à un objectif ambitieux de Pékin : augmenter dès 2023 de 50 millions de tonnes une production céréalière qui s'est élevée à 686 millions de tonnes en 2022. La Chine, qui assurait plus de 93 % de

ses besoins alimentaires au début du siècle, n'en produit plus que 65 % et ce chiffre pourrait tomber à 50 % dans la décennie à venir.

Depuis 2019, elle est même devenue le principal importateur mondial de produits agricoles, essentiellement du Brésil, des États-Unis, du Canada, d'Australie et d'Ukraine : un pays ami, un pays en guerre et trois compétiteurs qui pourraient, un jour, utiliser l'arme alimentaire comme sanction contre Pékin. C'est pourquoi le président chinois Xi Jinping, appelle régulièrement les Chinois à «tenir plus fermement le bol de riz entre leurs mains», c'est-à-dire à moins dépendre de l'étranger.

Le ministère de l'agriculture a créé une «brigade rurale» pour faire la chasse aux contrevenants et vérifier que les agriculteurs se contentent de produire les céréales requises. Une «police des champs» dénoncée par de nombreux internautes. Pékin semble prêt à utiliser la manière forte

pour contraindre les paysans à abandonner les cultures fruitières. Par ailleurs, même Xi Jinping semble se contredire. En avril et en mai, il a insisté sur la sécurité alimentaire lors de deux déplacements en province. Toutefois, en juin, il a ordonné aux responsables de la Mongolie-Intérieure de «renforcer le bouclier vert» et de combattre la désertification.

Dans un point de vue étonnamment critique publié par le China Daily le 8 juin, deux experts de l'Université agricole de Chine jugent «urgent de repenser» la conversion des terres non céréalières. Ils reconnaissent que celle-ci a des «effets négatifs», tels qu'une moindre diversification de la production et une baisse des revenus des entités agricoles. Car en ne respectant ni la nature ni le travail des agriculteurs, cette politique pourrait rendre l'agriculture encore moins attractive et aboutir à l'effet inverse du résultat recherché. ■

FREDERIC LEMAITRE